

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 30 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCOPA VIANDES

ZA des Ajoncs
BP 589
85015 LA ROCHE SUR YON

Nos Références : 24-1604 NC
Code AIOT : 0058502426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 juillet 2024 dans l'établissement SOCOPA VIANDES, implanté ZA des Ajoncs - BP 589, 85015 La Roche-sur-Yon. L'inspection a été annoncée le 04/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est faite dans le cadre du Plan de Programmation des Contrôles sur la gestion de la ressource en eau et sur les conditions de prélèvement et d'utilisation d'eau de forage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPA VIANDES
- ZA des Ajoncs - BP 589 - 85015 La Roche-sur-Yon
- Code AIOT : 0058502426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS SOCOPA VIANDES est un établissement dédié spécifiquement à l'abattage de bovins appartenant au groupe BIGARD.

L'abattoir a subi une baisse d'activité depuis plusieurs années avec un fonctionnement sur 4 jours/semaine en abattage. Une reprise d'activité avec une organisation 5 jours/semaine a redémarré en mai 2024.

L'établissement est réglementé par une autorisation (AP n° 93-dir/1-1250 du 20 octobre 1993) au titre de la rubrique 2210 et 3641, complété par un arrêté (APC 01-DRCLE/1-266 du 11 juin 2001) relatif à l'alimentation en eau potable (forage).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 20/10/1993, article 14 à 16	Demande d'action corrective	0 jour
4	Réseau de canalisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/10/1993, article 2	Sans objet
2	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1	Sans objet
8	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 1.5	Sans objet
9	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement assure un bon suivi des paramètres quantitatifs et qualitatifs de l'eau potable issue du forage. Les procédures de fonctionnement et d'organisation des installations en matière de sécurité vis-à-vis du forage ne sont pas formalisées (situation normale, en cas de crise, en maintenance, essai périodique, formation du personnel).

La sécurisation du forage n'est pas totale : la vérification de l'étanchéité des canalisations d'eau usées à proximité n'est pas faite annuellement.

Le plan complet des réseaux n'est pas établi, certaines portions de réseaux ne sont pas confirmées. Les investigations d'entretien et de vérification en cours notamment par le passage de caméra permettront de produire un état précis des canalisations, ouvrages et points d'entrée et de sortie de l'ensemble des réseaux séparatifs (eaux usées, eaux pluviales, eaux vannes, eaux du réseau public et eaux du forage) et de confirmer le bon état des dispositifs anti-retour vers le réseau d'eau public.

Le fonctionnement de l'établissement ne respecte pas toujours le volume maximal de consommation d'eau lié aux opérations d'abattage. Ce site implanté en Zone de Restriction d'Eau (ZRE) doit apporter des améliorations pérennes en faveur de la réduction des consommations d'eau.

Le site ne dispose pas d'un bassin de confinement de ces eaux susceptibles d'être polluées (accidents ou incendie). Cette non-conformité a déjà été relevée en septembre 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/1993, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de production
Prescription contrôlée : R 2210 et R 3641 Abattage : 150 t/j R 2221-B Préparation, conservation, découpe : 115 t de produits entrants/j 74 t de produits finis/j (hors emballage)
Constats : L'établissement fonctionne sur 4 jours/semaine en abattage depuis plusieurs années. Une reprise d'activité sur 5 jours a redémarré en mai 2024. Les tonnages sont inférieurs à la capacité maximale autorisée : 19 980 tonnes en 2020, 18 646 tonnes en 2021, 17 668 tonnes en 2022 et 17 380 tonnes en 2023, soit une moyenne journalière qui varie de 113,5 à 98,75 tonnes/jours (sur 176 jours annuels). La découpe et préparation de viande fonctionne sur 5 jours/semaine. Les capacités de production n'ont pas été présentées ; elles sont en adéquation avec la baisse de l'abattage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Prescription contrôlée : L'établissement est autorisé à exploiter un forage dans l'enceinte de l'entreprise pour son approvisionnement en eau potable. Le forage est implanté selon le plan annexé au présent arrêté (coordonnées X =316,35 Y=194;65 Z=86). Une clôture sera placée autour de la parcelle engazonnée où se trouve le cuvelage qui abrite le forage, maintenu fermé au moyen d'un cadenas installé sur la trappe de visite

Constats :

Le forage est implanté dans l'enceinte du site entièrement close à l'emplacement déclaré. Il est sécurisé par une plaque étanche fermée par un cadenas et est entouré d'une clôture grillagée dont l'accès est cadenassé.

Forage dans une enceinte rehaussée et close :



Double fermeture par cadenas (porte + trappe) :



Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/1993, article 14 à 16

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet au milieu récepteur

Prescription contrôlée :

Les rejets des effluents liquides se font dans les conditions suivantes :

- eaux pluviales non souillées > Réseau EP interne > milieu récepteur :
- eaux pluviales souillées > station de pré-traitement interne
- eaux vannes (sanitaires et locaux sociaux) et eaux industrielles > station de pré-traitement interne

Constats :

Le point de rejet principal des eaux pluviales est situé au sud du site : les eaux se déversent dans un bassin d'orage communal commun à 2 autres industries ; mais le point de rejets des eaux de ruissellement au sol de la zone d'expédition située à l'ouest du site (côté SOFRILOG) n'est pas déterminé sur le plan.

Les zones recueillant des eaux pluviales souillées sont raccordées à la station de pré-traitement.

Les eaux sanitaires et les eaux usées transitent par la station de prétraitement avant d'être rejetées au nord du site.

Par contre, des bacs réservés à la collecte de sous-produits animaux vides et souillés et des bacs contenant des onglons de bovins sont stockés sur une zone de stockage propre (palettes bois, bidons plastiques vides) qui est raccordée aux eaux pluviales non souillées.

Zone de stockage bacs d'onglons :



Bac d'onglons sans couvercle :



Bacs non nettoyés infestés de mouches :



Type de suites proposées : **Avec suites**

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **0 jour**

L'action corrective a été mise en œuvre dans les jours qui ont suivi l'inspection. Cette non-conformité est donc levée.

N° 4 : Réseau de canalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

Prescription contrôlée :

Les canalisations de transport, les installations de pré traitement intermédiaires et les ouvrages de rejets sont convenablement entretenus et font l'objet d'examens périodiques appropriés. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

Un hydrocurage est effectué annuellement sur les réseaux extérieurs d'eaux usées et tous les 15 jours sur les parties intérieures collectant des eaux sales et grasses.

Une programmation de contrôle et nettoyage du réseau d'eaux (usées et pluviales) et de la station de prétraitement est mise en place par une entreprise extérieure (ADV ou SHARP). Le planning d'interventions 2024 de la société ADV a été présentée : la réalisation des interventions prévues au premier semestre n'est pas complétée notamment pour les curages des réseaux d'eaux pluviales et de la sortie de station de prétraitement vers la ville (avril 2024), le rapport n'étant pas finalisé.

Le plan des réseaux séparatifs est en cours de finalisation, avec passage de caméra. Plusieurs portions de canalisations et liaisons n'étaient pas encore confirmées sur le plan remis le jour de l'inspection. La vérification des réseaux par caméra a permis de valider 50 % des canalisations suite aux interventions du 26 avril et 6 juin 2024. Les opérations se poursuivent. Le rapport d'intervention n'est pas finalisé.

Le réseau d'approvisionnement en eau publique n'est pas mentionné sur le plan.

Type de suites proposées : **Avec suites**

Proposition de suites : **Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant**

Proposition de délais : **3 mois**

N° 5 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de prélèvement

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvements doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Le relevé des indications est effectué tous les jours et est porté sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Un relevé hebdomadaire du niveau de la nappe au repos (avant la reprise du travail en début de semaine) est effectué et enregistré.

L'arrêt de pompage doit intervenir si le niveau de la nappe au repos est inférieur à 23 m, au niveau de la base de cimentation du tube acier.

Par ailleurs, cet arrêt pourra intervenir sur instruction de l'inspection des installations classées, informé par le service hydrologique départemental de la dégradation des ressources en eau enregistrées par le piézomètre d'observation de l'aquifère de la zone des Ajoncs

Un disconnecteur agréé NF ANTIPOL devra être installé au niveau du branchement sur le réseau public afin d'éviter tout risque de pollution du réseau public d'alimentation en eau potable. .

Constats :

Les consommations d'eau du forage sont enregistrées quotidiennement sur une fiche de relevé et reportées sur un fichier informatique hebdomadairement.

Le relevé du niveau de la nappe au repos est réalisé tous les samedi matin. Le niveau d'eau est contrôlé par un piézomètre de fonds installé à -70 m du haut du tubage (couplé à la pompe) et qui mesure la hauteur d'eau au-dessus du piézomètre. Le modèle et la fiche technique n'ont pas été présentés pour vérifier les modalités de mesures.

Selon les relevés, le niveau de la nappe a évolué au cours des années : 47 m en moyenne en 2016 et 62 m en 2023.

Le niveau d'arrêt de pompage est fixé à -23 m sous le niveau de la base de cimentation du tube acier d'une hauteur lui-même de 23 m de cimentation fixe. Le seuil d'arrêt de pompage se trouve donc à 46 m de profondeur soit à un niveau d'eau de 24 m au-dessus du piézomètre. Le niveau d'arrêt de pompage n'a pas été franchi.

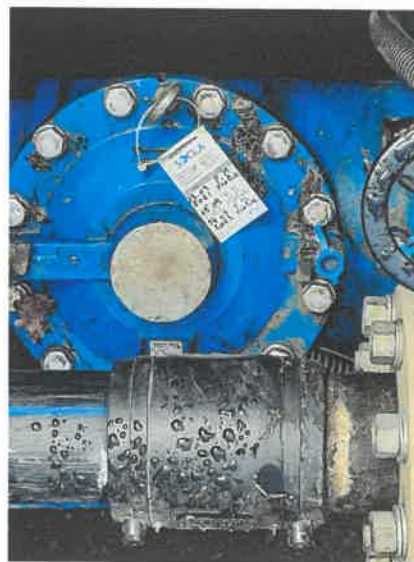
Le réseau d'eau de forage dispose de 3 clapets anti-retour en aval des pompes qui injectent l'eau de forage dans l'usine. Ces clapets sont vérifiés annuellement. Le dernier rapport de vérification n'était pas disponible le jour de l'inspection.

L'arrivée d'eau du réseau public à l'entrée du site est également équipé d'un clapet anti-retour.

Clapets anti-retour en sortie de traitement d'eau du forage :





Disconnecteur sur le réseau public d'eau (avec l'étiquette de contrôle du dispositif) :



Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou suspension provisoire des usages de l'eau, les prélèvements d'eau sont fait à partir de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 forage en nappe * débit horaire maximal 30m³/h profondeur de pompe ne dépassant pas 70 m - réseau public * consommation moyenne de 400 m³/jour * consommation maximale de 600 m³/jour <p>Besoins évalués à 150 000 m³/an</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a souscrit un contrat d'entretien, de suivi de l'installation et de maintenance avec des astreintes avec la société IDEX. Un relevé d'intervention et de maintenance est conservé sur site. Cet enregistrement indique le niveau de l'eau mais ne mentionne pas le débit horaire de prélèvement sur le forage mais l'enregistreur automatique était programmé à 20 m³/h le jour de l'inspection. Il varie de 20 à 25 m³/h selon les déclarations faites sur place.</p> <p><i>Paramètres de contrôle automatisés:</i></p>  <p><i>Affichage du débit :</i></p> 
<p>L'approvisionnement en eau provient quasi exclusivement du forage. En 2023, 606 m³ ont été prélevés sur le réseau public (correspondant aux purges régulières des canalisations) et 94 018 m³ sur le forage.</p> <p>Les prélèvements sur le forage étaient plus importants avant : 136 286 et 134 641 m³ en 2018 et 2019, 111 988 m³ en 2020, 104 946 et 95 721 m³ en 2021 et 2022. Cette baisse est proportionnelle à la diminution de l'activité d'abattage du site : plus de 19 550 tonnes de 2018 à 2020, 18 646 tonnes en 2021, 17 668 tonnes en 2022 et 17 380 tonnes en 2023.</p> <p>Les consommations annuelles sont inférieures aux besoins évalués mais l'origine de l'approvisionnement est quasi essentiellement issu du forage.</p> <p>Le ratio maximal de consommation d'eau fixé à 6 l/kg de carcasses par l'arrêté ministériel du</p>

30/04/2004 applicable aux abattoirs n'est pas toujours respecté : des dépassements allant jusqu'à 6,79 l/kg ont été constatés pour une moyenne annuelle de 5,4 l/kg depuis 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour prévenir toute introduction de pollution de surface. La parcelle où est située le forage et les espaces verts au Nord/Nord Ouest et à l'Est entre l'entrée de la SOCOPA et les bâtiments sont entretenus exclusivement par des moyens mécaniques. Tout dépôt de substances susceptibles d'altérer la qualité des eaux y est interdite. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'ICC. Une vérification annuelle de l'étanchéité des deux conduites d'eaux usées proches du captage devra être effectuée.
Constats : Le forage est protégé dans un puits rehaussé et fermé à clé. La zone enherbée d'implantation est nettoyée mécaniquement et maintenue propre. La zone autour du forage accueille du stockage de déchets inertes (cartons, métaux) ne présentant pas de danger pour le forage. La vérification de l'étanchéité des conduites d'eaux usées à proximité du forage n'est pas réalisé annuellement (tous les 5 ans). Le rapport d'intervention sur l'étanchéité de ces conduites n'était pas établi au moment de l'inspection, cette partie de réseau n'ayant pas encore été vérifiée lors des 2 interventions avec passage de caméra réalisées en avril et juin 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles et analyses des eaux du forage
Prescription contrôlée : Le forage est équipé d'un tube sonde permettant à tout moment de vérifier l'état du piézomètre de la nappe. Un programme de surveillance de l'eau traitée devra être mis en place afin de s'assurer de l'efficacité du traitement d'élimination du fer, de manganèse et de l'arsenic (levé par courrier DDASS du 23/06/2006) ainsi que la désinfection (mesure du chlore résiduel et du Ph). Les résultats devront être consignés dans un registre réservé à cet effet et tenus à la disposition des services de contrôle.
Constats :

Un piézomètre est en place pour mesurer la hauteur de la nappe. Cette mesure est relevée 1 fois par semaine le samedi matin lorsque la nappe est au repos (pas de pompage).

Un programme de surveillance de l'eau traitée est mis en place par la société IDEX. L'efficacité du traitement est vérifiée tous les 15 jours par des autocontrôles réalisés sur l'eau brute et l'eau traitée.

La surveillance comprend également :

- un suivi quantitatif : mesures hebdomadaires des niveaux d'eau dans le forage, des volumes distribués et de la pression ; le niveau des cuves de stockage, le débit distribué dans usine et la pression sont enregistrés sur l'automate de contrôle
- un suivi qualitatif : du pH, des teneurs en fer, manganèse, chlore, chlorure et conductivité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles et analyses des eaux du forage

Prescription contrôlée :

Le programme de surveillance réglementaire comprendra, en plus de la surveillance assurée par l'exploitant :

- sur l'eau brute de chaque forage : 1 analyse complète ACR tous les ans et 8 analyses AR par an
- sur l'eau traitée au point de mise en distribution : 1 analyse complète ACR tous les ans et 8 analyses AR par an (cf annexe 13-2 du code de la santé publique)

Des analyses supplémentaires peuvent être imposées en cas de dégradation de la qualité de l'eau distribuée.

Les prélèvements et analyses sont effectués par un laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé.

Les frais de prélèvements et d'analyses sont à la charge de l'exploitation, selon les tarifs fixés par la réglementation en vigueur.

Toute observation de la dégradation de la qualité de l'eau ou de l'environnement des ouvrages pouvant avoir un impact sur la qualité de la ressource doit être signalée à l'autorité sanitaire (ARS et DDPP).

En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre des contrôles dans de bonnes conditions.

Constats :

Les contrôles réglementaires de routine sur l'eau brute et l'eau traitée sont réalisés régulièrement : 8 sur l'eau brute, 9 sur l'eau traitée sur différents points de prélèvement.

Les derniers contrôles complets datent du 20/09/23 pour l'eau brute et du 23/05/24 pour l'eau traitée.

Les résultats ne font pas apparaître d'anomalie.

L'exploitant fait appel à un laboratoire agréé (LEAV 85) pour les prélèvements et analyses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2001, article 1 point 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Organisation de la qualité

Prescription contrôlée :

L'exploitant mettra en place une organisation de la qualité en matière de sécurité au niveau des équipements et matériels dont le fonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Cette organisation portera sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou en cas de crise, essai périodique, maintenance, formation du personnel)
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement

Les documents sont tenus à la disposition de l'ICC

Constats :

Une procédure de gestion de l'eau créée en 2016 a été révisée en 2022. Elle ne présente pas l'ensemble de l'organisation en situation normale, en situation de crise, en période d'essai, lors de la formation du personnel ou en maintenance.

Le plan des installations et le synoptique présentant l'ensemble des équipements de traitement de stockage et de distribution n'a pas été présenté.

L'armoire de stockage extérieure de produit de traitement d'eau du forage ne dispose pas d'un affichage lisible du produit contenu à l'intérieur ni de ses données de sécurité. Il en est de même pour le bidon à l'intérieur du local de production d'eau potable (pas d'étiquette). Les Fiches sont classées dans un répertoire à l'entrée de la salle de traitement. Les consignes en cas de projection et de déversement accidentel de produits chimiques sont également affichées à l'entrée.

Stockage extérieur de produit de traitement de l'eau (étiquette effacée) :



Bidon de produit de traitement à l'intérieur du local de traitement de l'eau potable :



Des dispositifs de sécurité sont mis en place mais ne sont pas formalisés notamment le basculement automatique de l'approvisionnement (eau du forage ou du réseau public), l'alarme sur le niveau bas de la cuve ou le défaut de pompe, le test de l'alarme tous les 15 jours.

Les incidents sont enregistrés sur le relevé hebdomadaire de la société IDEX.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.

Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, etc) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.

Constats :

Ce point de contrôle a fait l'objet d'une non-conformité lors de l'inspection précédente du site en date du 15 septembre 2020.

Le site n'est toujours pas équipé d'un dispositif de confinement des pollutions ou des eaux d'extinction d'incendie.

Aucun projet n'a été présenté.

L'exploitant a fait part de difficulté sur la disponibilité d'une zone interne pouvant accueillir ce dispositif de rétention d'une capacité évaluée de 1650 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois